

Brochure n° 3005-II

Convention collective nationale

IDCC : 1702. – **TRAVAUX PUBLICS**
(Tome II : Ouvriers)

ACCORD DU 17 DÉCEMBRE 2007
RELATIF AUX SALAIRES POUR L'ANNÉE 2008
(POITOU-CHARENTES)

NOR : *ASET0850179M*
IDCC : 1702

Entre :

La fédération régionale des travaux publics Poitou-Charentes, représentant :

- le syndicat professionnel régional de l'industrie routière (SPRIR) ;
- la délégation régionale des canalisateurs de France ;
- le syndicat des entreprises de génie électrique (SERCE) ;
- le syndicat régional des entrepreneurs de travaux publics Poitou-Charentes,

D'une part, et

L'union régionale professionnelle BATIMAT-TP CFTC Poitou-Charentes ;

L'union régionale Poitou-Charentes construction et bois CFDT ;

La section fédérale régionale Poitou-Charentes du BTP CGT-FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Pour 2008, les valeurs des minima annuels des positions de la classification des ouvriers des travaux publics comme indiqué à l'avenant n° 2 du 24 juillet 2002 à la convention collective nationale des ouvriers du 15 décembre 1992 sont les suivantes.

(En euros.)

NIVEAU	POSITION	COEFFICIENT	SALAIRE MINIMUM annuel (base 35 heures)	VALEUR ANNUELLE de point
I	1	100	16 468	165
	2	110	17 387	158
II	1	125	17 749	142
	2	140	19 784	141
III	1	150	21 196	141
	2	165	22 889	139
IV		180	24 968	139

Aucune rémunération mensuelle ne peut être inférieure au salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC).

Article 3

Le présent accord sera déposé en 2 exemplaires, une version papier et une version électronique, à la direction des relations du travail, dépôt des accords collectifs, 39-43, quai André-Citroën, 75902 Paris Cedex 15, conformément à l'article L. 132-10 du code du travail. Un exemplaire sera également déposé auprès du greffe du conseil des prud'hommes de Poitiers.

Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au ministère du travail, des relations sociales et de la solidarité.

Article 5

Toute organisation syndicale non signataire du présent accord collectif national pourra y adhérer, conformément à l'article L. 132-9 du code du travail.

Fait à Poitiers, le 17 décembre 2007.

(Suivent les signatures.)